



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 42 du 19 novembre 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 19 novembre 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1738
MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE.....	1738
DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER.....	1738
DIRECTION DES SERVICES DE TRANSPORTS.....	1738
Bureau des opérateurs de transport ferroviaire.....	1738
Décision du 22 octobre 2012 de déclassement du domaine public ferroviaire géré par la SNCF	1738
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	1738
Relation avec les Territoires.....	1738
Arrêté du 5 novembre 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain.....	1738
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1739
CABINET.....	1739
Bureau du cabinet.....	1739
Arrêté du 6 novembre 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement au lieutenant HABERT.....	1739
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1739
Bureau des procédures environnementales.....	1739
Arrêté du 11 octobre 2012 relatif à la composition de la commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle.....	1739
Arrêté du 13 novembre 2012 relatif à l'agrément au titre de la protection de l'environnement de « l'association Fédération Meurthe et Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54).....	1740
Arrêté du 13 novembre 2012 relatif à l'agrément au titre de la protection de l'environnement de l'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique » (FDAAPPMA 54).....	1741
Arrêté du 14 novembre 2012 relatif à l'habilitation de l'association « Fédération départementale Meurthe-et-Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54) pour participer aux débats sur l'environnement.....	1742
Arrêté du 14 novembre 2012 relatif à l'habilitation de l'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (FDAAPPMA) pour participer aux débats sur l'environnement.....	1742
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1743
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1743
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1743
Service Produits de Santé et Biologie.....	1743
Arrêté N°2012-1141 du 25 octobre 2012 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes « Est III ».....	1743
Arrêté N°2012-1146 du 26 octobre 2012 modifiant les éléments figurant dans l'autorisation de la Pharmacie à usage intérieur située dans les locaux de l'Institution J.B. Thiéry à Maxéville (54320) - N° FINNESS - Entité juridique - 540002177.....	1744
Arrêté N°2012-1164 du 9 novembre 2012 portant autorisation de regroupement de deux officines de pharmacie à Homécourt (54310) - LICENCE N° 54#001073.....	1745
DELEGATION TERRITORIALE.....	1746
Arrêté ARS n° 2012-1144 du 29 octobre 2012 portant modification de la composition nominative de la Commission d'Activité Libérale du Syndicat Inter-hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL).....	1746
Cellule personnes âgées.....	1746
Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N°1116 - DISAS/direction PA/PH N°277 du 17 octobre 2012 portant création, sans extension de capacité, d'un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) de 14 places au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Le Bas Château » à Essey-lès-Nancy.....	1746
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....	1747
Décision du 5 novembre 2012 de fermeture définitive d'un débit de tabac.....	1747
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1748
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1748
Décision d'agrément du 25 octobre 2012 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - association base de loisirs de SOLAN à MOINEVILLE.....	1748
Décision d'agrément du 25 octobre 2012 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - association AREMIG à VANDOEUVRE.....	1748
Décision d'agrément du 25 octobre 2012 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - MJC de MAXEVILLE.....	1748
Décision d'agrément du 29 octobre 2012 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - association Le Moulin de l'Ebrouelle à FROVILLE.....	1749
Décision d'agrément du 29 octobre 2012 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - association DYNAMO à NANCY.....	1749
Décision SP/2012-07 du 7 septembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne - EI PERNOT à LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY.....	1749
Décision SP/2012-06 du 7 septembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne - EI SANSELM à SEICHAMPS.....	1750
Décision SP/2012-09 du 15 octobre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne - EI MARQUEZ COSTA à ANTHELUPT.....	1750
Décision SP/2012-13 du 15 octobre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne - EI SCHMITT à BATILLY.....	1751
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1751
Arrêté du 19 octobre 2012 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	1751
TRESORERIE DE TOUL COLLECTIVITES.....	1751
Procuration du 10 septembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature.....	1751
TRESORERIE DE PONT-À-MOSSON.....	1752
Procuration du 25 septembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature.....	1752
SIP DE NANCY SUD EST.....	1752
Procuration du 18 octobre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables de la DDFIP à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature.....	1752
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1752
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES.....	1752
Délégation de signature du 23 octobre 2012 en matière de taxes d'urbanisme.....	1752
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1753
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/400 du 25 octobre 2012 portant dissolution de l'association foncière de BAINVILLE SUR MADON.....	1753
Arrêté préfectoral 2012/DDT54/AFC/Association foncière/404 du 26 octobre 2012 portant dissolution de l'association foncière de ESSEY LA COTE.....	1753
Décision 212/DDT54/AFC/n° 406 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TANTONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3377.....	1754
Décision 212/DDT54/AFC/n° 407 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à 3376 - Demande d'autorisation d'exploiter n° TANTONVILLE - QUEVILLONCOURT - HAMMEVILLE - VEZELISE.....	1754
Décision 212/DDT54/AFC/n° 408 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TANTONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3400.....	1755
Décision 212/DDT54/AFC/n° 409 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VEZELISE - TANTONVILLE - QUEVILLONCOURT - HAMMEVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3401.....	1756

Décision 212/DDT54/AFC/n° 410 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3373.....	1756
Décision 212/DDT54/AFC/n° 411 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3412.....	1757
Décision 212/DDT54/AFC/n° 412 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3405.....	1758
Décision 212/DDT54/AFC/n° 413 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3404.....	1758
Décision 212/DDT54/AFC/n° 414 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3406.....	1759
Décision 212/DDT54/AFC/n° 415 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3407.....	1760
Décision 212/DDT54/AFC/n° 416 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à OTHE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3421.....	1760
Décision 212/DDT54/AFC/n° 417 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à PRAYE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3397.....	1761
Décision 212/DDT54/AFC/n° 418 du 12 novembre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à LEYR - ARRAYE ET HAN – ALAINCOURT LA COTE - CRAINCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3423.....	1762
Décision 212/DDT54/AFC/n° 419 du 12 novembre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à OTHE – PETIT FAILLY – BAZEILLES SUR OTHAIN – FLASSIGNY - VELOSNES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3413.....	1762
Arrêté préfectoral n°422 du 8 novembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2003 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de JOUAVILLE.....	1763
TRANSPORTS - SÉCURITÉ.....	1764
Unité Sécurité Routière.....	1764
Arrêté du 14 novembre 2012 2012/DDT/TS/091 portant autorisation de circulation d'un petit train routier à LONGWY le 9 décembre 2012.....	1764
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1765
Service Solidarité Insertion.....	1765
Arrêté DDCS/SI/2012-77 du 25 octobre 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	1765
Arrêté DDCS/SI/2012/78 du 25 octobre 2012 complétant et modifiant l'arrêté DDCS/SI/2012-01 du 17/02/2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle.....	1766
Arrêté DDCS n° 79 du 29 octobre 2012 portant renouvellement de la composition nominative des membres de la commission de médiation.....	1766

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE****DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER
DIRECTION DES SERVICES DE TRANSPORTS
SOUS-DIRECTION DES TRANSPORTS FERROVIAIRES ET COLLECTIFS ET DES DEPLACEMENTS URBAINS
*Bureau des opérateurs de transport ferroviaire*****Décision du 22 octobre 2012 de déclassement du domaine public ferroviaire géré par la SNCF**

La Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie,

VU le code du domaine de l'État,
VU le code général de la propriété des personnes publiques,
VU le code des transports, et notamment son article L.2141-16,
VU le décret n°83-816 du 13 septembre 1983 modifié relatif au domaine confié à la SNCF,
VU l'arrêté du 5 juin 1984 modifié fixant le montant de la valeur des immeubles ou des volumes dépendant du domaine public ferroviaire géré par la SNCF au-dessous duquel les décisions de déclassement de ces immeubles ou de ces volumes sont prononcées par le préfet,
VU la lettre du 8 octobre 2012 par laquelle la SNCF a présenté une demande de déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain non bâti d'une superficie de 25 887 m2, sis avenue de l'abbé Muths sur la commune de Neuves-Maisons (54),
VU l'avis du 20 juin 2012 du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sur la valeur vénale du bien immobilier visé,
VU les résultats de la consultation préalable effectuée par la SNCF auprès du préfet du département de Meurthe-et-Moselle et des collectivités territoriales intéressées, en vue de la cession du bien immobilier visé,

DECIDE

Le terrain non bâti d'une surface de 25 887 m2, sis avenue de l'abbé Muths, au lieu-dit « Champi » sur la commune de Neuves-Maisons (54), constitué des parcelles cadastrées section AH n°226 p d'une superficie de 25 764 m2 et section AH n°119 d'une superficie de 123 m2, telles que figurées sous teinte jaune sur le plan de cession établi par le cabinet de géomètres-experts Guelle&Fuchs joint à la présente décision, est déclassé du domaine public ferroviaire en vue de son aliénation.

La présente décision sera transmise au préfet de Meurthe-et-Moselle, pour notification au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle.

La Défense, le 22 octobre 2012

Pour la Ministre et par délégation,
Par empêchement du directeur des services de transport,
L'adjoint au chargé de la sous-direction de transports ferroviaires
et collectifs et des déplacements urbains
Bruno DICIANNI

SOUS-PREFECTURE DE TOUL*Relation avec les Territoires***Arrêté du 5 novembre 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.24 du 27 juin 2012 donnant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2011 portant changement de dénomination de la communauté de communes en « communauté de communes du Chardon Lorrain » ;
VU la délibération du conseil communautaire du 26 juin 2012 décidant de modifier ses statuts ;
VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 11 juillet 2012 ;
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :
Arnaville (21 septembre 2012), Bayonville-sur-Mad (21 septembre 2012), Bernécourt (7 septembre 2012), Bouillonville (28 septembre 2012), Chambley-Bussières (11 septembre 2012), Charey (24 septembre 2012), Dampvitoux (7 septembre 2012), Dommartin-la-Chaussée (24 septembre 2012), Essey-et-Maizerais (7 septembre 2012), Euvezin (29 août 2012), Fey-en-Haye (18 septembre 2012), Flirey (24 août 2012), Hagéville (27 juillet 2012), Jaulny (7 septembre 2012), Limey-Réménauville (26 septembre), Lironville (31 août 2012), Mandres-aux-Quatre-Tours (13 septembre 2012), Mars-la-Tour (21 septembre 2012), Onville (13 septembre 2012), Pannes (21 septembre 2012), Prény (7 septembre 2012), Puxieux (7 septembre 2012), Rembercourt-sur-Mad (24 septembre 2012), Saint-Baussant (27 août 2012), Saint-Julien-les-Gorze (27 août 2012), Seicheprey (9 août 2012), Thiaucourt-Regniéville (10 septembre 2012), Tronville (7 septembre 2012), Vandelainville (21 septembre 2012), Viéville-en-Haye (24 août 2012), Vilcey-sur-Trey (7 septembre 2012), Waville (27 août 2012), Xammes (1er octobre 2012) et Xonville (5 septembre 2012) ;
CONSIDERANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des collectivités suivantes : Beaumont, Hannonville-Suzémont, Mamey, Sponville et Villecey-sur-Mad, vaut avis favorable ;
CONSIDERANT qu'au terme de la consultation, effectuée en application des articles L. 5211-17 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : La compétence « Protection et mise en valeur de l'environnement et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie - Tourisme », telle que définie à l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain, est étendue à :

- L'accueil, l'information, la promotion et la coordination des acteurs touristiques du territoire,
- L'adhésion à un Office de Tourisme Intercommunautaire,
- La création, la gestion et l'animation de la Vélo Route Voie Verte « Charles le Téméraire ».

Article 2 : Les nouveaux statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

Article 3 : Le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 5 novembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau du cabinet

Arrêté du 6 novembre 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement au lieutenant HABERT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

SUR proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du corps départemental des sapeurs-pompiers

ARRETE

Article 1er : la mention honorable pour actes de courage et de dévouement est décernée au Lieutenant Michel HABERT, Adjoint au chef du centre d'intervention de Nancy-Joffre

Le 1er septembre 2012, à Saint-Max, le lieutenant HABERT a porté secours à une personne en arrêt cardio-respiratoire. Les premiers soins qu'il a prodigués, seul, ont permis une prise en charge spécialisée optimale par le médecin du SMUR de Nancy. Son sang froid, son intervention spontanée et efficace ont permis de sauver la victime.

Article 2 : la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy le 6 novembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 11 octobre 2012 relatif à la composition de la commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L123-4, L 123-5, R123-4, R123-5 et D123-34 à D123-42 ;

VU la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 modifiée fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, notamment son article 13 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2011-1236 du 4 octobre 2011 modifiant les dispositions réglementaire du code de l'environnement relatives à l'établissement des listes d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;

VU les propositions émises le 29 mai 2012 par madame la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle ;

VU les propositions émises le 31 mai 2012 par monsieur le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis émis le 27 août 2012 par madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sur la désignation de deux personnalités qualifiées et d'une personne inscrite sur une liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;

CONSIDERANT que les mandats des membres de la commission chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur a expiré au 31 décembre 2011 ;

CONSIDERANT que les règles applicables à la composition des commissions départementales chargées d'établir les listes d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ont été modifiées par le décret n°2011-1236 précité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La composition de la commission départementale de Meurthe-et-Moselle chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur, présidée par le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue est fixée comme suit :

- Représentants des administrations de l'Etat

* le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

* deux représentants de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

* le directeur départemental des territoires ou son représentant,

- Représentants désignés par l'association départementale des maires

* M. Claude BOURA, maire de Xousse – membre titulaire,

* M. Pascal JACQUEMIN, maire de Villers-les-Nancy – membre suppléant,

- Représentants désignés par le conseil général

* M. Yves WILLER – membre titulaire,

* M. Christophe SONREL – membre suppléant,

- Personnalités qualifiées en matière de protection de l'environnement

- en qualité de membres titulaires :
 - * M. Laurent KINDT - association FLORE 54,
 - * M. Christian VARNIER – association EDEN,
- en qualité de membres suppléants :
 - * M. Raynald RIGOLOT association FLORE 54,
 - * M. Michel MERIC – association EDEN.

En outre, participe à cette commission avec voix consultative, M. Antoine CAPUTO, commissaire enquêteur, inscrit sur la liste d'aptitude du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Les membres titulaires ou suppléants de la commission, autres que les représentants des administrations de l'État, sont nommés pour trois ans.

Le mandat des membres de la commission est renouvelable.

Article 3 : Sauf urgence, les membres de la commission reçoivent cinq jours avant la date de la réunion, une convocation comportant l'ordre du jour et, le cas échéant, les documents nécessaires à l'examen des affaires qui y sont inscrites.

Article 4 : Le quorum est atteint lorsque la moitié au moins des membres composant la commission sont présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, le président devra convoquer à nouveau la commission sur le même ordre du jour en précisant qu'aucun quorum ne sera exigé. La commission pourra ainsi valablement délibérer sans condition de quorum.

Article 5 : Les membres titulaires de la commission, en dehors du commissaire enquêteur, siègent avec voix délibérative. Les membres suppléants de la commission ne siègent avec voix délibérative qu'en l'absence des membres titulaires.

La commission délibère à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas d'égalité.

Article 6 : Le membre de la commission qui, au cours de son mandat décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Article 7 : Les membres de la commission ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt personnel à l'affaire qui en est l'objet.

Article 8 : Les membres de la commission sont tenus de respecter la confidentialité des débats auxquels ils participent.

Article 9 : Le bureau des procédures environnementales de la préfecture est chargé d'assurer le secrétariat de la présente commission.

Article 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 11 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 13 novembre 2012 relatif à l'agrément au titre de la protection de l'environnement de « l'association Fédération Meurthe et Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L141-1 à L141-3 et R141-1 à R141-20 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir ;

VU la demande du 27 juin 2012 de l'association « Fédération Meurthe et Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54) en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément départemental au titre de la protection de l'environnement ;

VU l'avis de madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 25 juillet 2012 ;

VU l'avis de monsieur le procureur général près la cour d'appel de Nancy en date du 29 août 2012 ;

VU l'avis de monsieur le directeur départemental des territoires en date du 26 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que l'association « FLORE 54 » justifie depuis plus de trois ans :

- d'un objet statutaire relevant de plusieurs domaines mentionnés à l'article L141-1 du code de l'environnement et de l'exercice dans ces domaines d'activités effectives et publiques et de publications de travaux dont la nature et l'importance attestent qu'elle œuvre à titre principal pour la protection de l'environnement ;
- d'un nombre suffisant, eu égard au cadre départemental de son activité, de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées ;
- d'une activité non lucrative et une gestion désintéressée ;
- d'un fonctionnement conforme à ses statuts et présente des garanties permettant l'information de ses membres et leur participation effective à sa gestion ;
- de garanties de régularité en matière financière et comptable ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Il est accordé, pour une durée de cinq ans renouvelable, un agrément départemental au titre de la protection de l'environnement à l'association « Fédération Meurthe et Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54), dont le siège social est à NANCY, 65 rue Léonard Bourcier.

Article 2 : L'association « FLORE 54 » adressera par voie postale ou électronique, chaque année au préfet de Meurthe-et-Moselle, les documents suivants :

1. Les statuts et le règlement intérieur, s'ils ont été modifiés depuis leur dernière transmission.
2. L'adresse du siège de l'association et son adresse postale si elles ont changé depuis leur dernière transmission.
3. Les nom, profession, domicile et nationalité des personnes qui, à un titre quelconque, sont chargées de l'administration de l'association.
4. Le rapport d'activité, les comptes de résultat et de bilan et leurs annexes approuvés par l'assemblée générale ainsi que le compte rendu de cette assemblée.
5. Le compte rendu de la dernière assemblée générale ordinaire et celui de toute assemblée générale extraordinaire éventuelle.
6. Le ou les montants des cotisations, le produit de ces cotisations ainsi que le nombre et la répartition géographique des membres à jour de leur cotisation décomptés lors de l'assemblée générale, en précisant le nombre de membres, personnes physiques.
7. Le nombre de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées, s'il y a lieu.
8. Les dates des réunions du conseil d'administration.

Article 3 : L'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 portant agrément de l'association « FLORE 54 » au titre de la protection de l'environnement est abrogé.

Article 4 : L'agrément de l'association « FLORE 54 » n'entraîne pas de droit l'agrément des associations qui la composent.

Article 5 : L'agrément peut être abrogé :

1° Lorsque l'association ne justifie plus du respect des conditions prévues par les articles L. 141-1 et R. 141-2 ;

2° Lorsque l'association exerce son activité statutaire dans un cadre territorial plus limité que celui pour lequel elle bénéficie de l'agrément, dans les conditions définies à l'article R. 141-3 ;

3° En cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

L'association est préalablement informée des motifs susceptibles de fonder l'abrogation et mise en mesure de présenter ses observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de l'association « Fédération Meurthe et Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54), la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine et le directeur départemental des territoires sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au procureur général près la cour d'appel de Nancy, ainsi qu'aux greffes du tribunal d'instance et de grande instance de Nancy.

Nancy, le 13 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 13 novembre 2012 relatif à l'agrément au titre de la protection de l'environnement de l'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique » (FDAAPPMA 54)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L141-1 à L141-3 et R141-1 à R141-20 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir ;

VU la demande du 15 juin 2012 de l'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique » (FDAAPPMA 54) en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément départemental au titre de la protection de l'environnement ;

VU l'avis de madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 3 septembre 2012 ;

VU l'avis de monsieur le directeur départemental des territoires en date du 13 septembre 2012 ;

VU l'avis de monsieur le procureur général près la cour d'appel de Nancy en date du 21 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que l'association « FDAAPPMA 54 » justifie depuis plus de trois ans :

- d'un objet statutaire relevant de plusieurs domaines mentionnés à l'article L141-1 du code de l'environnement et de l'exercice dans ces domaines d'activités effectives et publiques et de publications de travaux dont la nature et l'importance attestent qu'elle œuvre à titre principal pour la protection de l'environnement ;

- d'un nombre suffisant, eu égard au cadre départemental de son activité, de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations ;

- d'une activité non lucrative et une gestion désintéressée ;

- d'un fonctionnement conforme à ses statuts et présente des garanties permettant l'information de ses membres et leur participation effective à sa gestion ;

- de garanties de régularité en matière financière et comptable ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Il est accordé, pour une durée de cinq ans renouvelable, un agrément départemental au titre de la protection de l'environnement à l'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique » (FDAAPPMA 54), dont le siège social est à NANCY, 50 rue du docteur Bernheim.

Article 2 : L'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique » adressera par voie postale ou électronique, chaque année au préfet de Meurthe-et-Moselle, les documents suivants :

1. Les statuts et le règlement intérieur, s'ils ont été modifiés depuis leur dernière transmission.

2. L'adresse du siège de l'association et son adresse postale si elles ont changé depuis leur dernière transmission.

3. Les nom, profession, domicile et nationalité des personnes qui, à un titre quelconque, sont chargées de l'administration de l'association.

4. Le rapport d'activité, les comptes de résultat et de bilan et leurs annexes approuvés par l'assemblée générale ainsi que le compte rendu de cette assemblée.

5. Le compte rendu de la dernière assemblée générale ordinaire et celui de toute assemblée générale extraordinaire éventuelle.

6. Le ou les montants des cotisations, le produit de ces cotisations ainsi que le nombre et la répartition géographique des membres à jour de leur cotisation décomptés lors de l'assemblée générale, en précisant le nombre de membres, personnes physiques.

7. Le nombre de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées, s'il y a lieu.

8. Les dates des réunions du conseil d'administration.

Article 3 : L'arrêté préfectoral du 8 juin 1982 portant agrément de l'association « FDAAPPMA 54 » au titre de la protection de l'environnement est abrogé.

Article 4 : L'agrément peut être abrogé :

1° Lorsque l'association ne justifie plus du respect des conditions prévues par les articles L. 141-1 et R. 141-2 ;

2° Lorsque l'association exerce son activité statutaire dans un cadre territorial plus limité que celui pour lequel elle bénéficie de l'agrément, dans les conditions définies à l'article R. 141-3 ;

3° En cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

L'association est préalablement informée des motifs susceptibles de fonder l'abrogation et mise en mesure de présenter ses observations.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de l'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique » (FDAAPPMA 54), la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine et le directeur départemental des territoires sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au procureur général près la cour d'appel de Nancy ainsi qu'aux greffes du tribunal d'instance et de grande instance de Nancy.

Nancy, le 13 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 14 novembre 2012 relatif à l'habilitation de l'association « Fédération départementale Meurthe-et-Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54) pour participer aux débats sur l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 141-3 et R. 141-21 à R. 141-26 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU le décret n° 2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable, et notamment son article 3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 fixant la composition du dossier de demande de participation au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives ;

VU la demande du 27 juin 2012 de l'association « Fédération Meurthe-et-Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54) pour participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances au niveau départemental ;

VU l'avis de Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 25 juillet 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2012 fixant les modalités d'application au niveau départemental des conditions prévues au 1° de l'article R. 141-21 du code de l'environnement concernant les associations agréées au titre de protection de l'environnement souhaitant participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances consultatives ;

CONSIDERANT que l'association « Fédération Meurthe-et-Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54) a été agréée au niveau départemental en qualité d'association de protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 13 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que l'objet de l'association figurant dans ses statuts concerne exclusivement la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'association « FLORE 54 » justifie d'un nombre de membres supérieur à 50 et d'une activité effective dans au moins deux arrondissements du département, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2012 précité ;

CONSIDERANT que l'association « FLORE 54 » justifie d'une expérience et de savoirs reconnus dans plusieurs domaines de l'article L. 141-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'association « FLORE 54 » dispose de statuts, de financements ainsi que de conditions d'organisation et de fonctionnement qui ne limitent pas son indépendance, notamment à l'égard des pouvoirs publics, des partis politiques, des syndicats, des cultes, ou d'intérêts professionnels ou économiques ;

CONSIDERANT de ce qui précède que l'association « FLORE 54 » remplit les conditions prévues aux articles L. 141-3 et R. 141-21 du code de l'environnement lui permettant de prendre part au débat sur l'environnement se déroulant dans le cadre des instances consultatives départementales ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'association « Fédération départementale Meurthe-et-Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54) - dont le siège social se situe à NANCY, 65 rue du Léonard Bourcier – est habilitée à participer aux débats sur l'environnement se déroulant dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : L'habilitation accordée à l'association « FLORE 54 » est valable cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté au Recueil des actes administratifs de la préfecture. Cette habilitation peut toutefois être abrogée dans les conditions fixées à l'article 4 du présent arrêté.

Article 3 : L'association « FLORE 54 » devra publier annuellement sur son site Internet, et un mois au plus tard après leur approbation par son assemblée générale, son rapport d'activité et son rapport moral, ses comptes de résultat et de bilan ainsi que leurs annexes et, le cas échéant, son compte d'emploi des ressources.

Article 4 : L'habilitation accordée à l'association « FLORE 54 » peut être abrogée si cette association ne justifie plus du respect des conditions prévues à l'article R. 141-21 du code de l'environnement, et en cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article R. 141-25 du code de l'environnement et reprises à l'article 3 du présent arrêté. L'éventuelle décision d'abrogation devra obligatoirement être précédée d'une information de l'association concernant les motifs susceptibles de fonder l'abrogation de l'habilitation afin que l'association soit en mesure de présenter ses éventuelles observations avant toute prise de décision.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de l'association « Fédération départementale Meurthe-et-Mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie » (FLORE 54), et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 14 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 14 novembre 2012 relatif à l'habilitation de l'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (FDAAPPMA) pour participer aux débats sur l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 141-3 et R. 141-21 à R. 141-26 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU le décret n°2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable et notamment son article 3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 fixant la composition du dossier de demande de participation au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives ;

VU la demande du 15 juin 2012 de l'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique » (FDAAPPMA 54) pour participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances au niveau départemental ;

VU l'avis de madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 3 septembre 2012 ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2012 fixant les modalités d'application au niveau départemental des conditions prévues au 1° de l'article R141-21 du code de l'environnement concernant les associations agréées au titre de protection de l'environnement souhaitant participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances consultatives ;

CONSIDERANT que l'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique » (FDAAPPMA 54) a été agréée au niveau départemental en qualité d'association de protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 13 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que l'objet de l'association figurant dans ses statuts concerne exclusivement la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'association « FDAAPPMA 54 » justifie d'un nombre de membres supérieurs à 50 et d'une activité effective dans au moins deux arrondissements du département, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2012 précité ;

CONSIDERANT que l'association « FDAAPPMA 54 » justifie d'une expérience et de savoirs reconnus dans plusieurs domaines de l'article L 141-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'association « FDAAPPMA 54 » dispose de statuts, de financements ainsi que de conditions d'organisation et de fonctionnement qui ne limitent pas son indépendance, notamment à l'égard des pouvoirs publics, des partis politiques, des syndicats, des cultes, ou d'intérêts professionnels ou économiques ;

CONSIDERANT de ce qui précède que l'association « FDAAPPMA 54 » remplit les conditions prévues aux articles L. 141-3 et R. 141-21 du code de l'environnement lui permettant de prendre part au débat sur l'environnement se déroulant dans le cadre des instances consultatives départementales ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du milieu Aquatique » (FDAAPPMA 54) - dont le siège social se situe à NANCY, 50 rue du Docteur Bernheim – est habilitée à participer aux débats sur l'environnement se déroulant dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : L'habilitation accordée à l'association « FDAAPPMA 54 » est valable cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté au Recueil des actes administratifs de la préfecture. Cette habilitation peut toutefois être abrogée dans les conditions fixées à l'article 4 du présent arrêté.

Article 3 : L'association « FDAAPPMA 54 » devra publier annuellement sur son site Internet, et un mois au plus tard après leur approbation par son assemblée générale, son rapport d'activité et son rapport moral, ses comptes de résultat et de bilan ainsi que leurs annexes et, le cas échéant, son compte d'emploi des ressources.

Article 4 : L'habilitation accordée à l'association « FDAAPPMA 54 » peut être abrogée si cette association ne justifie plus du respect des conditions prévues à l'article R. 141-21 du code de l'environnement, et en cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article R. 141-25 du code de l'environnement et reprises à l'article 3 du présent arrêté. L'éventuelle décision d'abrogation devra obligatoirement être précédée d'une information de l'association concernant les motifs susceptibles de fonder l'abrogation de l'habilitation afin que l'association soit en mesure de présenter ses éventuelles observations avant toute prise de décision.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de l'association « Fédération Départementale de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique » (FDAAPPMA 54), et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 14 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service Produits de Santé et Biologie

Arrêté N°2012-1141 du 25 octobre 2012 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes « Est III »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU Le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1114-1, L 1123-1 à L. 1123-3, L. 1123-14, R. 1123-4 à R 1123-10 et R. 1123-18 ;
VU L'arrêté ministériel du 31 mai 2012 portant renouvellement de l'agrément des Comités de Protection des Personnes « Est-I », « Est-II », « Est-III » et « Est-IV » au sein de l'inter-région de recherche clinique « Est » ;

VU L'arrêté du 13 janvier 2010 fixant le règlement intérieur type devant être adopté par les comités de protection des personnes ;

VU L'arrêté du 23 janvier 2009 relatif au montant des indemnités susceptibles d'être allouées aux membres du comité de protection des personnes, aux experts et aux spécialistes appelés à participer aux travaux du comité ;

VU Le décret du 31 mars 2010 (art 5) tirant les conséquences au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU La circulaire DGS/SD/2006/259 du 15 juin 2006 relative à la mise en place des Comités de Protection des Personnes ;

VU La circulaire DGS/SD1B/2006/124 du 10 mars 2006 relative à l'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ;

CONSIDERANT les candidatures examinées suite aux appels à candidatures lancés par l'ARS Lorraine le 7 septembre 2012 ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Comité de Protection des Personnes « Est-III » sis Hôpital de Brabois – rue du Morvan – 54511 Vandoeuvre Les Nancy Cedex est modifiée comme suit :

Premier collège :

I - Pour les personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche biomédicale dont au moins deux médecins et une personne qualifiée en raison de sa compétence en matière de bio statistique ou d'épidémiologie :

- Membres titulaires :

- * M. BEAU Didier
- * M. PERRIN Philippe
- * M. PETON Patrick
- * Mme LUPORSI Elisabeth

- Membres suppléants :

- * Mme LOOS AYAV Carole
- * M. SCHWEITZER Gérard

- * Mme GILLON Véronique
- * à pourvoir
- II - Pour les médecins généralistes :
 - Membre titulaire :
 - * M. Pierre BECK
 - Membre suppléant :
 - * Mme CARAYON Isabelle
- III – Pour les pharmaciens hospitaliers :
 - Membre titulaire :
 - * M. BUREAU Alain
 - Membre suppléant :
 - * Mlle RAFFY Françoise Marie
- IV – Pour les infirmiers :
 - Membre titulaire :
 - * M. PFEIFFER Guillaume
 - Membre suppléant :
 - * Mme GAUDRON Mireille
- Deuxième collège
- V - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthiques
 - Membre titulaire :
 - * Mme CONTET-AUDONNEAU Nelly
 - Membre suppléant :
 - * Mme RIVAT-KRISNER Jocelyne
- VI – Pour les travailleurs sociaux :
 - Membre titulaire :
 - * Mme THIEBAUT Carole
 - Membre suppléant :
 - * à pourvoir
- VII – Pour les psychologues :
 - Membre titulaire :
 - * Mme BATT Martine
 - Membre suppléant :
 - * M. LANFROY Rénald
- VIII – Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique :
 - Membres titulaires :
 - * Mme TOUSSAINT Sabine
 - * M. VAUTHIER Jean-Philippe
 - Membres suppléants :
 - * Mme CARMAGNANI Déborah
 - * à pourvoir
- IX – Pour les représentants des associations agréées de malades et d'usagers du système de santé :
 - Membres titulaires :
 - * M. VIDAL Pierre
 - * M. PETIT Jean-Louis
 - Membres suppléants :
 - * Mme BOUTET Monique
 - * Mme FANCOIS Maud

Article 2 : Le mandat des membres est de trois ans renouvelable et prend fin au terme de l'agrément du comité.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures de Meurthe et Moselle et de Lorraine.

Nancy, le 25 octobre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine,
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N°2012-1146 du 26 octobre 2012 modifiant les éléments figurant dans l'autorisation de la Pharmacie à usage intérieur située dans les locaux de l'Institution J.B. Thiéry à Maxéville (54320) - N° FINNESS - Entité juridique - 540002177

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, à R. 5126-3, R. 5126-8 à R.5126-21 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;
VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2001 accordant une licence, enregistrée sous le n°503, pour la création d'une Pharmacie à Usage Intérieur au sein de l'Institution J.B. Thiéry, 13 rue de la République 54320 MAXEVILLE
VU l'arrêté préfectoral n°3593 en date du 24 juillet 2006 modifiant l'autorisation délivrée par l'arrêté du 30 octobre 2001 ;
CONSIDERANT le dossier de demande de modification de l'autorisation initiale afin de regrouper les deux locaux destinés à la Pharmacie en un seul, par l'extension au même niveau de la pharmacie existante et de mettre l'ensemble en conformité, déposé le 27 juin 2012 ;
CONSIDERANT les bénéfices escomptés en termes de sécurisation et de qualité de la prise en charge des personnes accueillies;
CONSIDERANT l'avis favorable du conseil central de la section H de l'Ordre National des Pharmaciens en date du 17 octobre 2012;
CONSIDERANT l'avis des Pharmaciens Inspecteurs de Santé Publique en date du 26 octobre 2012 ;

ARRETE

Article 1er : Les modifications visant à réunir les locaux de la PUI, étendre sa superficie et mettre en conformité l'ensemble sont autorisées.

Article 2 : La pharmacie à usage intérieur de l'Institution J.B. Thiéry, 13 rue de la République 54320 MAXEVILLE est autorisée à desservir
- le site de MAXEVILLE :

- Maison d'Accueil Spécialisée

- Institut Médico-Educatif
- Etablissement pour Enfants Polyhandicapés
- le site de COMMERCE
- Maison d'Accueil Spécialisée Interdépartementale.

Article 3 : L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

Article 4 : Le temps de travail du pharmacien gérant de la Pharmacie à Usage Intérieur est fixé à 1 Equivalent Temps Plein.

Article 5 : Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation, l'organisation et les éléments figurant dans le présent arrêté devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation préalable du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine. L'autorisation est retirée lorsque les conditions légales ou réglementaires cessent d'être remplies.

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
 - devant le Tribunal Administratif de Nancy 5 place de la Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et dont copie sera adressée à Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens et sera publié au recueil administratif des préfectures de Lorraine et de Meurthe et Moselle

Nancy, le 26 octobre 2012

Le Directeur Général de l'Agence
Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté N°2012-1164 du 9 novembre 2012 portant autorisation de regroupement de deux officines de pharmacie à Homécourt (54310) - LICENCE N° 54#001073

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;

VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;

VU l'arrêté du 27 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1942 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 10 située au 83 rue Pasteur sur la commune de Homécourt (54310) ;

VU la déclaration d'exploitation n°1043 enregistrée le 17 décembre 1999 pour une exploitation effective au 4 janvier 2000 par Monsieur Michel OLDAK, de l'officine de pharmacie sise 83 rue Pasteur sur la commune de Homécourt (54310) ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 1963 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 304 située rue du Boucau sur la commune de Homécourt (54310) ;

VU la déclaration d'exploitation n°1275 enregistrée le 20 avril 2009 pour une exploitation sous forme de SELEURL « Pharmacie FEKRAWI » avec pour associé exploitant Monsieur Radouan FEKRAWI, de l'officine de pharmacie « Pharmacie de la Petite Fin » sise rue du Boucau sur la commune de Homécourt (54310) ;

CONSIDERANT la demande présentée conjointement par Monsieur Michel OLDAK et par Monsieur Radouan FEKRAWI, docteurs en pharmacie, en vue de regrouper leurs officines de pharmacie respectives dans les locaux de l'officine de M. OLDAK au 83 rue Pasteur sur la commune de Homécourt (54310) enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 3 août 2012 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :

- L'avis émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 10 septembre 2012 ;
- L'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 18 octobre 2012 ;
- L'avis favorable émis par l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine en date du 15 octobre 2012 ;
- L'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 30 octobre 2012 ;
- L'absence d'avis de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine sollicitée par courrier du 1er septembre 2012 ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-15 du Code de la Santé Publique, plusieurs officines de pharmacie situées dans une même commune peuvent se regrouper au sein de l'emplacement de l'une d'elles ;

CONSIDERANT que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Homécourt où se situent les deux officines dont le regroupement est projeté est de 6378 habitants selon le recensement de la population légale de 2009 entré en vigueur le 1er janvier 2012 ;

CONSIDERANT que quatre officines sont installées sur la commune de Homécourt ;

CONSIDERANT dès lors qu'un regroupement de deux officines dans cette commune est pertinent ;

CONSIDERANT que les habitants du quartier de la Petite Fin peuvent se rendre facilement au centre d'Homécourt, et peuvent accéder à la pharmacie OLDAK distante d'environ 1500 mètres par deux liens routiers et une passerelle piétonne ;

CONSIDERANT en conséquence que ce regroupement ne compromet nullement l'approvisionnement en médicaments de la population des quartiers d'origine ;

CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Monsieur Michel OLDAK et par Monsieur Radouan FEKRAWI, en vue de regrouper leurs officines de pharmacie respectives au 83 rue Pasteur sur la commune de Homécourt (54310) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n° 54#001073.

Article 3 : L'officine regroupée doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente autorisation devra être déclarée auprès du conseil compétent de l'ordre des pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : A la suite du regroupement, les licences libérées (54#00010 et 54#00304) resteront prises en compte, en application de l'article L. 5125-15 du Code de la Santé Publique, pendant une durée minimale de 12 ans à compter de la date de la présente autorisation.

Article 6 : L'officine issue du regroupement ne peut pas être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constatée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au DGARS par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Michel OLDAK et à Monsieur Radouan FEKRAWI et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle
- Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine
et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Lorraine.
Nancy, le 9 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence
Régionale de Santé de Lorraine,
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DELEGATION TERRITORIALE

Arrêté ARS n° 2012-1144 du 29 octobre 2012 portant modification de la composition nominative de la Commission d'Activité Libérale du Syndicat Inter-hospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6154-12 et R. 6154-14 ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
VU le décret n° 2010-785 du 8 juillet 2010 relatif aux consultants et aux commissions d'activité libérale ;
VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de M. Jean-François BÉNÉVISE en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
VU l'arrêté ARS n° 935 du 28 août 2012 portant modification de la composition nominative de la commission d'activité libérale du Syndicat Inter-hospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), dans l'attente de la désignation par la commission médicale de l'établissement, d'un médecin relevant du statut de praticien hospitalier n'exerçant pas d'activité libérale ;
VU l'extrait du procès-verbal de la commission médicale d'établissement du SINCAL en date du 26 septembre 2012, désignant le Professeur Hervé BOUAZIZ, pour siéger à la commission d'activité libérale, en qualité de praticien statutaire, n'exerçant pas d'activité libérale ;
VU la délibération du conseil d'administration du SINCAL, en date du 8 octobre 2012, désignant Madame Valérie JURIN, en qualité de représentante, membre non médecin du conseil d'administration, pour siéger à la commission d'activité libérale ;
VU le courrier de l'établissement en date du 9 octobre 2012 ;
SUR proposition de Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La composition de la commission d'activité libérale du SINCAL, fixée par l'arrêté ARS n° 28 août 2012, est modifiée comme suit :

- Membre du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins :
 - * Monsieur le Docteur Jean-Luc FENOT
- Représentants désignés par le conseil d'administration :
 - * Madame Valérie JURIN
 - * Monsieur Jean-Paul MARTIN
 - * Monsieur Jean-Marc VUILLAUME
- Représentant de l'Agence Régionale de Santé :
 - * Le Directeur Général ou son représentant
- Représentant de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie :
 - * Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou son représentant
- Représentants désignés par la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Praticiens exerçant une activité libérale :
 - * Monsieur le Professeur Gilles DAUTEL
 - * Monsieur le Professeur Daniel MOLÉ
 - Praticien statutaire à temps plein n'exerçant pas d'activité libérale :
 - * Monsieur le Professeur Hervé BOUAZIZ
- Représentant des usagers du système de santé :
 - * Monsieur Lucien MAISON

Article 2 : La durée du mandat des membres de la Commission d'Activité Libérale du SINCAL est de trois ans.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place Carrière à 54000 NANCY, ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, 127, rue de Grenelle – 75700 PARIS 07 SP, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le secrétaire général du SINCAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au SINCAL et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 octobre 2012

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Jean-François BÉNÉVISE

Cellule personnes âgées

Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N°1116 - DISAS/direction PA/PH N°277 du 17 octobre 2012 portant création, sans extension de capacité, d'un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) de 14 places au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Le Bas Château » à Essey-lès-Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le Plan National Alzheimer 2008-2012, notamment la mesure n°16 portant sur la création d'unités d'activités et de soins adaptées (PASA) et d'unités d'hébergement renforcées (UHR) ;
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
 VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°268 en date du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
 VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;
 VU l'arrêté conjoint du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 23 décembre 2009 autorisant la fondation Vincent de Paul à augmenter la capacité de l'EHPAD « le Bas Château » d'Essey-les-Nancy ;
 VU la décision de labellisation du 6 mai 2011 autorisant à titre provisoire la création d'un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) au sein de l'EHPAD « le Bas Château » à Essey-les-Nancy ;
 VU la visite conjointe de fonctionnement effectuée le 18 mai 2012, ayant pour objectif d'analyser le fonctionnement du PASA sur la première année de fonctionnement, le respect des engagements pris lors de la pré-labellisation ainsi que le respect du cahier des charges ;
 CONSIDERANT que le projet répond aux besoins identifiés du territoire et aux orientations du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012, définies par la circulaire ministérielle du 6 juillet 2009 et l'instruction interministérielle du 7 janvier 2010, portant notamment sur l'objectif de créations des pôles d'activités et de soins adaptés (PASA) ;
 CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;
 SUR proposition du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E N T

Article 1er : La Fondation Vincent de Paul est autorisée, à compter du 18 mai 2012, à créer un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) de 14 places au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Le Bas Château » situé 2 rue de Dommartemont à ESSEY-LES-NANCY, sans modification de capacité.

Article 2 : La capacité totale est fixée à 125 places réparties comme suit :

- 108 places d'hébergement permanent dont 24 places dédiées à l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

- 5 places d'hébergement temporaire ;

- 12 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 3 : L'établissement dispose, pour les résidents admis en hébergement permanent, d'un pôle d'activité et de soins adaptés (PASA) de 14 places à compter du 18 mai 2012.

Article 4 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 108 places d'hébergement permanent.

Les 5 places d'hébergement temporaire et les 12 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 5 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

- Entité juridique : N° FINESS : 67 001 460 4

Code statut juridique : 63 (Fondation)

- Entité établissement : N° FINESS : 54 000 970 3

capacité : 125

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 84

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 84

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 84

Code discipline : 961 (PASA de 14 places)

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 24

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 24

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 24

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 5

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 5

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 5

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 12

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département, le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine et la directrice générale adjointe aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 17 octobre 2012 Le Directeur Général de l'Agence
 Régionale de santé de Lorraine,
 Jean-François BENEVEISE

La Vice-Présidente, déléguée à la solidarité
 avec les personnes et au développement social,
 Michèle PILOT

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE

Décision du 5 novembre 2012 de fermeture définitive d'un débit de tabac

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,

VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 2, 8 et 37,
VU la délégation de signature du 27 mars 2012 concernant le décret susvisé,
CONSIDERANT la situation du débit N°5400434L exploité par Monsieur Patrick ROUYER,
CONSIDERANT la résiliation du traité de gérance le liant à l'Administration des douanes et droits indirects conformément à l'article 37-3° de décret 2010-720 du 28 juin 2010,

DECIDE

La fermeture définitive du débit de tabac N° 5400434L sis à SAIZERAI (54280) au 22 Rue des lilas.

Nancy, le 5 novembre 2012

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,
Christian LEBLANC

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Décision d'agrément du 25 octobre 2012 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - association
base de loisirs de SOLAN à MOINEVILLE**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 15 octobre 2012 présentée par Monsieur TROUILLARD Ronan – Président de l'association base de loisirs de SOLAN – Serry Orne Loisirs Aventures Nature – 1 Hameau de Serry – 54580 MOINEVILLE ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : L'association base de loisirs de SOLAN – Serry Orne Loisirs Aventures Nature -1 Hameau de Serry – 54580 MOINEVILLE SIRET 430 489 096 000 15 code APE 913 E est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 25 octobre 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

**Décision d'agrément du 25 octobre 2012 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - association
AREMIG à VANDOEUVRE**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 17 septembre 2012 présentées par Madame Anne-Marie ERBS – Présidente de l'Association pour la Recherche et les Etudes dans les Maladies Infantiles Graves – AREMIG – la Maison des Parents – 8 rue du Morvan – BP 25 – 54501 VANDOEUVRE cedex ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : L'Association pour la Recherche et les Etudes dans les Maladies Infantiles Graves - AREMIG - La Maison des Parents – 8 rue du Morvan – BP 25 – 54501 VANDOEUVRE cedex

SIRET 331 300 665 000 14 code APE 9499 Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de ce jour.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 25 octobre 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

**Décision d'agrément du 25 octobre 2012 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - MJC de
MAXEVILLE**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 10 octobre 2012 présentées par Monsieur GAUTHIER Emmanuel – Président de la MJC de Maxéville – Espace Edgar P. Jacobs - 33 rue des Brasseries – 54320 MAXEVILLE ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : La MJC de Maxéville - Espace Edgar P. Jacobs – 33 rue des Brasseries – 54320 MAXEVILLE

SIRET 478 587 868 000 17 code APE 9499 Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de ce jour.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 25 octobre 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision d'agrément du 29 octobre 2012 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - association Le Moulin de l'Ebrouelle à FROVILLE

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;
VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 17 octobre 2012 présentées par Monsieur GEHIN Michel – Président de l'association LE MOULIN DE L'EBROUELLE – 54290 FROVILLE ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : L'association LE MOULIN DE L'EBROUELLE - 54290 FROVILLE

SIRET 494 498 736 000 11 code APE 9499 Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 29 octobre 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision d'agrément du 29 octobre 2012 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail – association DYNAMO à NANCY

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;
VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 8 août 2012 présentées par Madame HÉLÈNE QUERNEC – trésorière de l'association DYNAMO - 35 Grande Rue – 54000 NANCY ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : L'association DYNAMO - 35 Grande Rue – 54000 NANCY

SIRET 500 892 020 000 29 code APE 9499 Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 29 octobre 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision SP/2012-07 du 7 septembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne – EI PERNOT à LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,
VU la mise en demeure en date du 26 juillet 2012 adressée à l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) PERNOT Nathalie (SIRET n° 519299143.00015), sise 48 rue du gros chêne à Laneuville-devant-Nancy (54410), aux fins de transmettre au préfet le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée,
CONSIDÉRANT l'absence de production des éléments demandés, ainsi que l'absence de transmission de l'ensemble des états mensuels d'activité (EMA) depuis janvier 2011 et du tableau statistique annuel (TSA) au titre des années 2010 et 2011,
CONSIDÉRANT l'absence de réponse à la mise en demeure,
SUR proposition du Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

DECIDE

Article 1er : L'agrément simple N/140910/F/054/S/055 délivré le 14 septembre 2010 à l'entreprise individuelle PERNOT Nathalie (SIRET n° 519299143.00015), sise 48 rue du gros chêne à Laneuville-devant-Nancy, est retiré.

Article 2 : L'EI PERNOT Nathalie en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle.

À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EI PERNOT Nathalie sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département (Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine – BP 50219 – 23 boulevard de l'Europe – 54506 VANDŒUVRE-LES-NANCY cedex),
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – CO 20038 – 54036 NANCY CEDEX).

Décision SP/2012-06 du 7 septembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne – EI SANSELM à SEICHAMPS

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,
VU la mise en demeure en date du 26 juillet 2012 adressée à l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) SANSELME Luc (SIRET n° 521879122.00013), sise 15 rue des fléoles à Seichamps (54280), aux fins de transmettre au préfet le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée,
CONSIDÉRANT l'absence de production des éléments demandés, ainsi que l'absence de transmission de l'ensemble des états mensuels d'activité (EMA) depuis mai 2011 et du tableau statistique annuel (TSA) au titre de l'année 2011,
CONSIDÉRANT l'absence de réponse à la mise en demeure,
SUR proposition du Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

D E C I D E

Article 1er : L'agrément simple N/230710/F/054/S/046 délivré le 23 juillet 2010 à l'entreprise individuelle SANSELME Luc (SIRET n° 521879122.00013), sise 15 rue des fléoles à Seichamps, est retiré.

Article 2 : L'EI SANSELME Luc en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle. À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EI SANSELME Luc sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département (Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine – BP 50219 – 23 boulevard de l'Europe – 54506 VANDŒUVRE-LES-NANCY cedex),
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – CO 20038 – 54036 NANCY CEDEX).

Décision SP/2012-09 du 15 octobre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne – EI MARQUEZ COSTA à ANTHELUPT

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,
VU la mise en demeure en date du 26 juillet 2012 adressée à l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) MARQUEZ COSTA Nina (SIREN n° 520038670), sise 3 route nationale 4 à Anthelupt (54110), aux fins de transmettre au préfet le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée,
CONSIDÉRANT l'absence de production des éléments demandés, ainsi que l'absence de transmission de l'ensemble des états mensuels d'activité (EMA) depuis juin 2011 et des tableaux statistiques annuels (TSA) au titre des années 2010 et 2011,
CONSIDÉRANT l'absence de réponse à la mise en demeure,
SUR proposition du Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

D E C I D E

Article 1er : L'agrément simple N/190410/F/054/S/027 délivré le 19 avril 2010 à l'entreprise individuelle MARQUEZ COSTA Nina (SIRET n° 520038670), sise 3 route nationale 4 à Anthelupt, est retiré.

Article 2 : L'EI MARQUEZ COSTA Nina en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle.

À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EI MARQUEZ COSTA Nina sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département (Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine – BP 50219 – 23 boulevard de l'Europe – 54506 VANDŒUVRE-LES-NANCY cedex),
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – CO 20038 – 54036 NANCY CEDEX).

Décision SP/2012-13 du 15 octobre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne – EI SCHMITT à BATILLY

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,
VU la mise en demeure en date du 26 juillet 2012 adressée à l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) SCHMITT Fabienne (SIREN n° 525347019), sise 7 rue des érables à Batilly (54980), aux fins de transmettre au préfet le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée,
CONSIDÉRANT l'absence de production des éléments demandés, ainsi que l'absence de transmission de l'ensemble des états mensuels d'activité (EMA) depuis février 2011 et du tableau statistique annuel (TSA) au titre de l'année 2011,
CONSIDÉRANT l'absence de réponse à la mise en demeure,
SUR proposition du Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

D E C I D E

Article 1er : L'agrément simple N/241210/F/054/S/074 délivré le 24 décembre 2010 à l'entreprise individuelle SCHMITT Fabienne (SIREN n° 525347019), sise 7 rue des érables à Batilly, est retiré.

Article 2 : L'EI SCHMITT Fabienne en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle. À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EI SCHMITT Fabienne sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département (Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine – BP 50219 – 23 boulevard de l'Europe – 54506 VANDŒUVRE-LES-NANCY cedex),
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – CO 20038 – 54036 NANCY CEDEX)

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES**Arrêté du 19 octobre 2012 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Départemental des Finances Publiques,

VU le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;
VU les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté préfectoral modificatif n°12.BI.33 du 11 juin 2012 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Les services de la direction départementale des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle seront fermés à titre exceptionnel le 24 décembre 2012.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.

Nancy, le 19 octobre 2012

Par délégation du Préfet,
Le Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

TRESORERIE DE TOUL COLLECTIVITES**Procuration du 10 septembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature**

Le soussigné André WIDLOECHER, trésorier de TOUL COLLECTIVITES,

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Muriel DURON - Inspecteur
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de TOUL COLLECTIVITES d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des Finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de TOUL COLLECTIVITES, entendant ainsi transmettre à Madame Muriel DURON tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Toul, le 10 septembre 2012

Signature du mandataire,
Muriel DURON
Inspecteur

Signature du mandant,
André WIDLOECHER
IDIV hors classe

TRESORERIE DE PONT-À-MOUSSON

Procuration du 25 septembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

La soussignée Solange OSETE, trésorier de PONT-À-MOUSSON,

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général M. HELSTROFFER Arnaud - inspecteur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Pont-à-MOUSSON SPL d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de PONT-À-MOUSSON SPL, entendant ainsi transmettre à M. HELSTROFFER Arnaud tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Procuration valable jusqu'au 31/12/2012.

Pont-à-Mousson, le 25 septembre 2012

Signature du mandataire,
Arnaud HELSTROFFER
Inspecteur

Signature du mandant,
Solange OSETE
IDHC, chef de poste

SIP DE NANCY SUD EST

Procuration du 18 octobre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables de la DDFIP à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

La soussignée Mme Véronique BERNIER, comptable responsable du SIP de NANCY Sud-Est,

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Claire BERTRAND - Inspecteur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, le service recouvrement du SIP de NANCY SE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du service recouvrement du SIP de NANCY SE, entendant ainsi transmettre à Mme Claire BERTRAND tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Nnacy, le 18 octobre 2012

Signature du mandataire,
LE MANDATAIRE,
Claire BERTRAND

Signature du mandant,
LE MANDANT,
Véronique BERNIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES

Délégation de signature du 23 octobre 2012 en matière de taxes d'urbanisme

Le Directeur Départemental des Territoires,

VU l'article L255.A du livre des procédures fiscales ;
VU l'article 50 de la loi de finances rectificative pour 1998 ;
VU la circulaire n° 99-10/UHC/DU/2 du 11 février 1999 ;

DECIDE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à :

- Madame Sophie Charlotte VALENTIN
Chef du Service Aménagement Durable, Urbanisme, Risques
- Monsieur Francis MALLET
Adjoint au Chef du Service Aménagement Durable, Urbanisme, Risques
- Madame Christiane ALNOT

Chef de l'unité Application du Droit des Sols

- Monsieur Patrice ARNAULT

Chef du Pôle Relais Nord

- Monsieur Claude MARCHAL

Chef de cellule ADS de Nancy

- Monsieur Claude GUSTIN

Chef du Pôle Relais de Lunéville

- Monsieur Dominique MAIFFREDY

Chef du Pôle Relais de Toul

- Madame Corinne COLIN

Chef de cellule ADS de Toul

- Monsieur Dominique MOUSSA

Chef de cellule ADS du Nord

- Monsieur Dominique SCHORB

Chef de cellule ADS de Lunéville

à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les titres de recettes individuels ou collectifs, pour les taxes d'urbanisme, en application de l'article L 255-A du livre des procédures fiscales.

Nancy, le 23 octobre 2012

Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/400 du 25 octobre 2012 portant dissolution de l'association foncière de BAINVILLE SUR MADON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1996 portant institution d'une association foncière dans la commune de BAINVILLE SUR MADON ;

VU la délibération du 10 novembre 2009 du bureau de l'association foncière de BAINVILLE SUR MADON décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;

VU la délibération du 04 décembre 2009 du conseil municipal de BAINVILLE SUR MADON acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;

VU l'acte administratif publié aux hypothèques de Nancy le 11 août 2011 ;

CONSTATANT que l'association foncière de BAINVILLE SUR MADON n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans, attestation du 04 octobre 2012, et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'association foncière de BAINVILLE SUR MADON est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de BAINVILLE SUR MADON est transféré à la commune de BAINVILLE SUR MADON qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de BAINVILLE SUR MADON sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de BAINVILLE SUR MADON.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BAINVILLE SUR MADON et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Copie à Monsieur le président de la chambre d'agriculture.

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté préfectoral 2012/DDT54/AFC/Association foncière/404 du 26 octobre 2012 portant dissolution de l'association foncière de ESSEY LA COTE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 octobre 1989 portant institution d'une association foncière dans la commune de ESSEY LA COTE ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU la délibération du 29 février 2012 du bureau de l'association foncière de ESSEY LA COTE décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;

VU la délibération du 30 mars 2012 du conseil municipal de ESSEY LA COTE acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;

VU l'acte administratif publié aux hypothèques de Lunéville le 12 juin 2012 ;

CONSTATANT que l'association foncière de ESSEY LA COTE n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'association foncière de ESSEY LA COTE est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de ESSEY LA COTE est transféré à la commune de ESSEY LA COTE qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de ESSEY LA COTE sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de ESSEY LA COTE.

Article 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de ESSEY LA COTE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 26 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Copie à Monsieur le président de la chambre d'agriculture.

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision 212/DDT54/AFC/n° 406 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TANTONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3377

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/08/2012 par Monsieur FLORENTIN Bruno à FORCELLES SAINT GORGON concernant 3,54 ha situés à TANTONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de Mle TERVISCHÉ Emilie à THELOD, du GAEC DES CAPUCINS (MM. BACHMANN Francis, Philippe, Jérôme et VETIER Jean-Marie) à VEZELISE et de M. QUENETTE Benoît à TANTONVILLE,

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Mle TERVISCHÉ Emilie relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes d'agrandissement de M. FLORENTIN Bruno, de M. QUENETTE Benoît et du GAEC des CAPUCINS (MM. BACHMANN Francis, Philippe, Jérôme et VETIER Jean-Marie) relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

D E C I D E

Article 1er : Monsieur FLORENTIN Bruno n'est pas autorisé à exploiter 3,54 ha (TANTONVILLE parcelles A 0318-0353-0355-0357 - C 0132-0133A/B-0301) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FLORENTIN Bruno.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur FLORENTIN Bruno, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TANTONVILLE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 407 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à 3376 - Demande d'autorisation d'exploiter n° TANTONVILLE - QUEVILLONCOURT - HAMMEVILLE - VEZELISE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/08/2012 par le GAEC DES CAPUCINS (Messieurs BACHMANN Francis – Philippe - Jérôme - VETIER Jean-Marie) à VEZELISE concernant 40,71 ha situés à TANTONVILLE - QUEVILLONCOURT - HAMMEVILLE et VEZELISE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU les demandes concurrentes de M. FLORENTIN Bruno à FORCELLES SAINT GORGON,
Mlle TERVISCHÉ Emilie à THELOD et de M. QUENETTE Benoît à TANTONVILLE,
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Mlle TERVISCHÉ Emilie relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes d'agrandissement de M. FLORENTIN Bruno, de QUENETTE Benoît et du GAEC des CAPUCINS (MM. BACHMANN Francis, Philippe, Jérôme et VETIER Jean-Marie) relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DES CAPUCINS, composé de Messieurs BACHMANN Francis-Philippe - Jérôme - VETIER Jean-Marie, n'est pas autorisé à exploiter 40,71 ha (HAMMEVILLE parcelles ZE 0015J/K/L - QUEVILLONCOURT parcelles B 0002 – TANTONVILLE parcelle B 0247 – VEZELISE parcelles

ZE 0022J/K-0130-0280J/K - ZC 0030A/B-0106-0118A/B-0147J/K/L) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES CAPUCINS (Messieurs BACHMANN Francis – Philippe - Jérôme - VETIER Jean-Marie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs BACHMANN Francis – Philippe - Jérôme - VETIER Jean-Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TANTONVILLE - QUEVILLONCOURT - HAMMEVILLE et VEZELISE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 408 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TANTONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3400

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/09/2012 par Monsieur QUENETTE Benoît à TANTONVILLE concernant 12,40 ha situés à TANTONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU les demandes concurrentes de M. FLORENTIN Bruno à FORCELLES SAINT GORGON, du GAEC DES CAPUCINS (MM. BACHMANN Francis, Philippe, Jérôme et VETIER Jean-Marie) à VEZELISE et de Mlle TERVISCHÉ Emilie à THELOD,
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Mlle TERVISCHÉ Emilie relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes d'agrandissement de M. FLORENTIN Bruno, de M. QUENETTE Benoît et du GAEC des CAPUCINS (MM. BACHMANN Francis, Philippe, Jérôme et VETIER Jean-Marie) relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : Monsieur QUENETTE Benoît n'est pas autorisé à exploiter 12,40 ha (TANTONVILLE parcelles A 318-353-355-357 - B 247 - C 132-133A/B-301) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur QUENETTE Benoît.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur QUENETTE Benoît, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TANTONVILLE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 409 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VEZELISE - TANTONVILLE - QUEVILLONCOURT - HAMMEVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3401

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/09/2012 par Mademoiselle TERVISCHÉ Emilie à THELOD concernant 44,25 ha situés à VEZELISE - TANTONVILLE - QUEVILLONCOURT et HAMMEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,
VU les demandes concurrentes de M. FLORENTIN Bruno à FORCELLES SAINT GORGON, du GAEC DES CAPUCINS (MM. BACHMANN Francis, Philippe, Jérôme et VETIER Jean-Marie) à VEZELISE et de M. QUENETTE Benoît à TANTONVILLE,
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Mlle TERVISCHÉ Emilie relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes d'agrandissement de M. FLORENTIN Bruno, de M. QUENETTE Benoît et du GAEC des CAPUCINS (MM. BACHMANN Francis, Philippe, Jérôme et VETIER Jean-Marie) relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : Mademoiselle TERVISCHÉ Emilie est autorisée, sous réserve d'agrément de son PDE par le Préfet avant le 30 juin 2013, à exploiter 44,25 ha (HAMMEVILLE parcelles ZE 15J/K/L - QUEVILLONCOURT parcelles B 0002 - TANTONVILLE parcelles A 318-353-355-357 - B 247 - C 132-133A/B/-301 - VEZELISE parcelles ZE 22J/K-130-280J/K - ZC 0030A/B-106-118A/B-147J/K/L) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mademoiselle TERVISCHÉ Emilie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Mademoiselle TERVISCHÉ Emilie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VEZELISE - TANTONVILLE - QUEVILLONCOURT et HAMMEVILLE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 410 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3373

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/07/2012 par Monsieur RISCH Jean Claude à ESCHERANGE concernant 54,59 ha situés à HUSSIGNY GODBRANGE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de l'EARL de l'EPINE DU SOLEIL (M. VIELLE Alexandre) à VILLE AU MONTAIS, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. HORNICK PAUL à REDANGE, du GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE et du GAEC des BAURET (MM. BAURET Jean et Jérôme) à AUDUN LE TICHE,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES et du GAEC DES BAURET relèvent selon cet article du rang de priorité 2, (reconstitution d'une exploitation en partie expropriée, de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de M. GEORGES Patrice, relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que les demandes de M. RISCH Jean Claude et de l'EARL L'EPINE DU SOLEIL relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : Monsieur RISCH Jean Claude n'est pas autorisé à exploiter 54,59 ha (HUSSIGNY GODBRANGE parcelles ZA 23-31-66-68-69-77-339 - ZB 001-347-349-351) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RISCH Jean Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur RISCH Jean Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HUSSIGNY GODBRANGE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 411 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3412

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/09/2012 par l'EARL L'EPINE DU SOLEIL (Monsieur VIELLE Alexandre) à VILLE AU MONTAIS concernant 54,59 ha situés à HUSSIGNY GODBRANGE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de M. RISCH Jean Claude à ESCHERANGE, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. HORNICK PAUL à REDANGE, du GAEC des CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE et du GAEC des BAURET (MM. BAURET Jean et Jérôme) à AUDUN LE TICHE,

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES et du GAEC DES BAURET relèvent selon cet article du rang de priorité 2, (reconstitution d'une exploitation en partie expropriée, de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de M. de GEORGES Patrice, relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que les demandes de M. RISCH Jean Claude et de l'EARL L'EPINE DU SOLEIL relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : L'EARL L'EPINE DU SOLEIL, composé de Monsieur VIELLE Alexandre, n'est pas autorisé à exploiter 54,59 ha (HUSSIGNY GODBRANGE parcelles ZA 23-31-66-68-69-77-339 - ZB 001-347-349-351) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL L'EPINE DU SOLEIL (Monsieur VIELLE Alexandre).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur VIELLE Alexandre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HUSSIGNY GODBRANGE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 412 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3405

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/09/2012 par Monsieur GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE concernant 27,28 ha situés à HUSSIGNY GODBRANGE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de l'EARL de L'EPINE DU SOLEIL (M. VIELLE Alexandre) à VILLE AU MONTOIS, de M. RISCH Jean-Claude à ESCHERANGE, de M. HORNICK PAUL à REDANGE, du GAEC des CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE et du GAEC des BAURET (MM. BAURET Jean et Jérôme) à AUDUN LE TICHE,

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES et du GAEC DES BAURET relèvent selon cet article du rang de priorité 2, (reconstitution d'une exploitation en partie expropriée, de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de M. de GEORGES Patrice relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que les demandes de M. RISCH Jean-Claude et de l'EARL L'EPINE DU SOLEIL relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

D E C I D E

Article 1er : Monsieur GEORGES Patrice est autorisé à exploiter 27,28 ha (HUSSIGNY GODBRANGE parcelles ZA 23-31-66-68-69-77-339) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GEORGES Patrice.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur GEORGES Patrice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HUSSIGNY GODBRANGE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 413 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3404

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/06/2012 par Monsieur HORNICK Paul à REDANGE concernant 54,59 ha situés à HUSSIGNY GODBRANGE ; la motivation et le résultat étant la compensation suite à expropriation - Projet BELVAL,
VU les demandes concurrentes de l'EARL de l'EPINE DU SOLEIL (M. VIELLE Alexandre) à VILLE AU MONTAIS, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. RISCH Jean-Claude à ESCHERANGE, du GAEC des CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE et du GAEC des BAURET (MM. BAURET Jean et Jérôme) à AUDUN LE TICHE,
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES et du GAEC DES BAURET relèvent selon cet article du rang de priorité 2, (reconstitution d'une exploitation en partie expropriée, de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),
CONSIDERANT que la demande de M. de GEORGES Patrice relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),
CONSIDERANT que les demandes de M. RISCH Jean-Claude et de l'EARL L'EPINE DU SOLEIL relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : Monsieur HORNICK Paul est autorisé à exploiter 54,59 ha (HUSSIGNY GODBRANGE parcelles ZA 23-31-66-68-69-77-339 - ZB 001-347-349-351) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HORNICK Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur HORNICK Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueilli des actes administratifs et en mairie de HUSSIGNY GODBRANGE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 414 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3406

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/09/2012 par le GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE concernant 54,59 ha situés à HUSSIGNY GODBRANGE ; la motivation et le résultat étant la compensation suite à expropriation - Projet BELVAL,
VU les demandes concurrentes de l'EARL de l'EPINE DU SOLEIL (M. VIELLE Alexandre) à VILLE AU MONTAIS, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. HORNICK PAUL à REDANGE, de M. RISCH Jean-Claude à ESCHERANGE et du GAEC des BAURET (MM. BAURET Jean et Jérôme) à AUDUN LE TICHE,
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES et du GAEC DES BAURET relèvent selon cet article du rang de priorité 2, (reconstitution d'une exploitation en partie expropriée, de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),
CONSIDERANT que la demande de M. de GEORGES Patrice relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),
CONSIDERANT que les demandes de M. RISCH Jean-Claude et de l'EARL L'EPINE DU SOLEIL relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DES CARRIERES, composé de Messieurs ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve, est autorisé à exploiter 54,59 ha (HUSSIGNY GODBRANGE parcelles ZA 23-31-66-68-69-77-339 - ZB 001-347-349-351) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de GAEC DES CARRIERES (Messieurs ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HUSSIGNY GODBRANGE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 415 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUSSIGNY GODBRANGE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3407

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/09/2012 par le GAEC BAURET (Messieurs BAURET Jean et Jérôme) à AUDUN LE TICHE concernant 54,59 ha situés à HUSSIGNY GODBRANGE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement - compensation suite à expropriation - Projet BELVAL,

VU les demandes concurrentes de l'EARL de l'EPINE DU SOLEIL (M. VIELLE Alexandre) à VILLE AU MONTAIS, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. HORNICK PAUL à REDANGE, du GAEC des CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) et de M. RISCH Jean-Claude à ESCHERANGE,

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES et du GAEC DES BAURET relèvent selon cet article du rang de priorité 2, (reconstitution d'une exploitation en partie expropriée, de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de M. de GEORGES Patrice relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que les demandes de M. RISCH Jean Claude et de l'EARL L'EPINE DU SOLEIL relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC BAURET, composé de Messieurs BAURET Jean et Jérôme, est autorisé à exploiter 54,59 ha (HUSSIGNY GODBRANGE parcelles ZA 23-31-66-68-69-77-339 - ZB 001-347-349-351) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC BAURET (Messieurs BAURET Jean et Jérôme).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs BAURET Jean et Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HUSSIGNY GODBRANGE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 416 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à OTHE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3421

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/10/2012 par l'EARL DE L'OTHAIN (Monsieur Madame BERTHOLET Louis et Evelyne) à VILLERS LE ROND concernant 83,49 ha situés à OTHE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat et de l'intégration de M. BERTHOLET Sébastien au sein de l'EARL,
VU les demandes concurrentes du GAEC DE L'ORCHIDEE NOIRE (MM. et Mme GEOFFROY Rose, Stéphane et Olivier) à AVIOTH et du GAEC de MON IDEE (M. BRETNACHER Alain, ALFF Claude et KIRCHER Rémi) à GRAND FAILLY,
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de M. BERTHOLET Sébastien relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes, du GAEC DE L'ORCHIDEE NOIRE en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de M. GEOFFROY Laurent et du GAEC DE MON IDEE en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de M. BRETNACHER Pierre relèvent selon cet article du rang de priorité 1,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DE L'OTHAIN, composé de Monsieur Madame BERTHOLET Louis et Evelyne, est autorisé sous réserve d'agrément du PDE de M. BERTHOLET Sébastien et de son intégration dans l'EARL par le Préfet avant le 30 juin 2013, à exploiter 83,49 ha (OTHE parcelles ZA 18-19-21-22-23-24-25-32-33-37-38-39-40-41-42-43-53-56-57-58-59-66 - ZB 22-24-25 - ZC 3-4-5-6-8-9-11-24-39) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE L'OTHAIN (Monsieur Madame BERTHOLET Louis et Evelyne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Madame BERTHOLET Louis et Evelyne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de OTHE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 417 du 30 octobre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à PRAYE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3397

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/10/2012 par la SCEA LES ECURIES DU SAINTOIS (Monsieur Mesdames LEFEBVRE Pascal - Valérie et FILLOCQUE Suzanne) à PRAYE concernant 3,30 ha situés à PRAYE ; la motivation et le résultat étant la création de la SCEA LES ECURIES DU SAINTOIS,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : La SCEA LES ECURIES DU SAINTOIS, composée de Monsieur Mesdames LEFEBVRE Pascal - Valérie et FILLOCQUE Suzanne, est autorisée à exploiter 3,30 ha (PRAYE parcelles G 209 - 210 - 387) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA LES ECURIES DU SAINTOIS (Monsieur Mesdames LEFEBVRE Pascal - Valérie et FILLOCQUE Suzanne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Mesdames LEFEBVRE Pascal - Valérie et FILLOCQUE Suzanne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PRAYE pour affichage.

Nancy, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 212/DDT54/AFC/n° 418 du 12 novembre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à LEYR - ARRAYE ET HAN – ALAINCOURT LA COTE - CRAINCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3423

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/10/2012 par le GAEC DE L'ENCLOS (Messieurs SCHWARTZ Luc – Gilles et Yves) à ARMAUCOURT concernant 4,79 ha situés à LEYR, ARRAYE ET HAN, ALAINCOURT LA COTE et CRAINCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,
VU l'avis favorable du préfet de la Moselle suite aux délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole de la Moselle réunie le 30 octobre 2012,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DE L'ENCLOS, composé de Messieurs SCHWARTZ Luc – Gilles et Yves, est autorisé à exploiter 4,79 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE L'ENCLOS (Messieurs SCHWARTZ Luc – Gilles et Yves).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs SCHWARTZ Luc – Gilles et Yves, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LEYR, ARRAYE ET HAN, ALAINCOURT LA COTE et CRAINCOURT pour affichage.

Nancy, le 12 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Décision 212/DDT54/AFC/n° 419 du 12 novembre 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à OTHE – PETIT FAILLY – BAZEILLES SUR OTHAIN – FLASSIGNY - VELOSNES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3413

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/10/2012 par le GAEC DE MON IDEE (Messieurs BRETNACHER Alain - ALFF Claude - KIRCHER Rémi) à GRAND FAILLY concernant 107,57 ha situés à OTHE, PETIT FAILLY, BAZEILLES SUR OTHAIN, FLASSIGNY et VELOSNES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat et de l'intégration de M. BRETNACHER Pierre au sein du GAEC,
VU les demandes concurrentes de l'EARL de L'OTHAIN (M. et Mme BERTHOLET Louis et Evelyne) à VILLERS LE ROND et du GAEC DE L'ORCHIDEE NOIRE (MM. et Mme GEOFFROY Rose, Stéphane et Olivier) à AVIOTH,
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 25/10/2012 sur la demande précitée,
VU l'avis favorable du préfet de la Meuse suite aux délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole de la Meuse réunie le 08 novembre 2012,
CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de M. BRETNACHER Pierre relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes de l'EARL DE L'OTHAIN en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de M. BERTHOLET Sébastien et du GAEC DE L'ORCHIDEE NOIRE en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de GEOFFROY Laurent relèvent selon cet article du rang de priorité 1,

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC DE MON IDEE, composé de Messieurs BRETNACHER Alain - ALFF Claude - KIRCHER Rémi, est autorisé sous réserve d'agrément du PDE de M. BRETNACHER Pierre et de son intégration au sein du GAEC par le Préfet avant le 30 juin 2013, à exploiter 107,57 ha (OTHE parcelles ZA 17-18-23-32-33-37-38-39-41-56-66-76-77-83 - ZB 3 - ZC 3-18-24-42-43-44 – PETIT-FAILLY parcelles ZA 10 - ZC 3-4 - ZE 40 – BAZEILLES SUR OTHAIN parcelles ZA 3-9-22-33-43-44-45-46-47-48-60-72-73-83-84-85 - ZB 130-232-247 – FLASSIGNY parcelles Z 1-38 – VELOSNES parcelles ZB 39-113-114-115 - ZC 14-15-23-26-49-50-51-101-109-111) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE MON IDEE (Messieurs BRETNACHER Alain - ALFF Claude - KIRCHER Rémi).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs BRETNACHER Alain - ALFF Claude - KIRCHER Rémi, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de OTHE - PETIT FAILLY - BAZEILLES SUR OTHAIN - FLASSIGNY et VELOSNES pour affichage.

Nancy, le 12 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX

Arrêté préfectoral n°422 du 8 novembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2003 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de JOUAVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Jouaville ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/009 du 21 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2003 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Jouaville ;

VU la demande de M. THIEL Patrice ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 29 octobre 2003 sont abrogées.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Jouaville.

Article 3 : Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Jouaville par les soins du maire.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Briey, le maire de la commune de Jouaville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Jouaville,
- chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. THIEL Patrice.

Nancy, le 8 novembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Jouaville
Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 bis

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

commune	section	désignation des terrains
Jouaville	D	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous : M. CHLEQ Pierre n° 679 – 693 – 696 à 697 - 721 <u>soit un total de 51 ha 67 a 37 ca</u>

	ZD	G.F.A. ECKER n° 1 – 3 <u>soit un total de 52 ha 00 a 00 ca</u>
	ZA	Indivision THOMAS n° 1 – 6 - 9 n° 26 – 28 <u>soit un total de 53 ha 00 a 00 ca</u>
	ZB	
	ZH	Mme Veuve THOMAS Bernadette n° 8 n° 31 <u>soit un total de 101 ha 00 a 00 ca</u>
	ZI	
	ZB	M. VINCENT Bernard n° 4 n° 1 <u>soit un total de 72 ha 00 a 00 ca</u>
	ZC	
	ZA	M. SONNET Bernard n° 8 <u>soit un total de 3 ha 65 a 00 ca</u> (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contigüe avec la commune de Giraumont)
	A	M. RIEWER Karl Heinz n° 58 à 64 – 101 – 113 à 114 <u>soit un total de 31 ha 41 a 29 ca</u> (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contigüe avec la commune de Batilly)
	ZE	M. THIEL Patrice 10 à 12 – 14 à 16 – 21 – 23 – 53 – 60 <u>soit un total de 39 ha 50 a 28 ca</u> (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contigüe avec la commune de Verneville en Moselle)

*Annexe II à l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2012 portant liste des terrains
devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Jouaville
Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 ter*

E N C L A V E S

commune	section	désignation des terrains	observations
Jouaville	ZE	18 - 22 – 45 – 47 à 48 - 59 <u>soit un total de 13 ha 07 a 52 ca</u>	

TRANSPORTS - SÉCURITÉ

Unité Sécurité Routière

Arrêté du 14 novembre 2012 2012/DDT/TS/091 portant autorisation de circulation d'un petit train routier à LONGWY le 9 décembre 2012

VU le code de la route et notamment ses articles R317-21 et R 433-8 ;
VU le décret n°85-891 du 16 août 1985 relatifs aux transports urbains de personnes et aux transports non urbains de personnes ;
VU l'arrêté ministériel du 4 juillet 1972 relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;
VU l'arrêté ministériel du 2 juillet 1997 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usagers de tourisme et de loisirs ;
VU la demande présentée le 5 novembre 2012 par M. Alain DERONNE ;
VU la licence n°2009/31/0000517 pour le transport intérieur de personnes par route pour le compte d'autrui , délivrée le 01/07/2009, par le ministère chargé des transports ;
VU les procès-verbaux de visites initiales délivrés par le Directeur Régional de la Recherche, de l'Industrie et de l'Environnement de la Région Nord-Pas-de-Calais ;
VU l'arrêté du maire de LONGWY en date du 9 octobre 2012 ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Alain DERONNE 8, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny-59000 LILLE est autorisé à mettre en circulation un petit train routier sur le trajet défini, ci-après, dans le cadre des festivités de Saint Nicolas à LONGWY-Haut, le dimanche 9 décembre 2012 de 14 heures à 19 heures

Le petit train touristique est constitué comme suit :

-Véhicule Tracteur-marque AKVAL-type Matériel Industriel

Numéro dans la série du type 000 ORIGIN 342 87 59 V / 38

Numéro d'immatriculation PTM 462

-Remorques - marque PIL AKVAL - type NORMALE

Numéro dans la série du type

000 ORIGIN 343 87 59 / 49

000 ORIGIN 147 88 59 / 05

000 ORIGIN 344 87 59 / 56

Numéro d'immatriculation

QEJ 360

QEJ 364

QEJ 365

Article 2 : Le petit train routier ne peut effectuer que le circuit suivant :

Place du 11 novembre - rue Mercy -rue Villatte – rue Aristide Briand – rue Margaine – rue Voltaire – rue Stanislas – rue Abbé Friclot – rue Basse des Remparts – Placette de la Porte de France – rue Aristide Briand – rue Thiers – rue Victor Hugo – rue Gambetta

Article 3 : La circulation se fera à vitesse réduite dans les portions de rue concernées par le circuit ;

Article 4 : La longueur du petit train devra respecter l'itinéraire défini ci-dessus .

Article 5 : La longueur de l'ensemble des véhicules ne peut en aucun cas dépasser dix-huit mètres (18 mètres).

Article 6 : Le nombre de véhicules remorqués ne peut en aucun cas excéder trois (3)

Article 7 : Un feu tournant orange agréé est installé, conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 juillet 1972 susvisé, à l'avant et à l'arrière du convoi, dans les axes longitudinaux du premier et du dernier véhicule.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

- Madame le sous-préfet de Briey,

- Monsieur le maire de Longwy

- Monsieur le directeur de la DREAL Lorraine

- Monsieur le directeur de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle (DDT).

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique

Nancy, le 14 novembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE*Service Solidarité Insertion***Arrêté DDCS/SI/2012-77 du 25 octobre 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 27/06/2012 présenté par Madame MORLOT Catherine domiciliée 13 route de Villers Résidence les aiguillettes 54520 LAXOU, adresse professionnelle BP 61094 54523 LAXOU CEDEX en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2012-01 du 17 Février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 5 Octobre 2012 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame MORLOT Catherine satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame MORLOT Catherine justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame MORLOT Catherine domiciliée 13 route de Villers Résidence les aiguillettes 54520 LAXOU, adresse professionnelle BP 61094 54523 LAXOU CEDEX pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 25 octobre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté DDCS/SI/2012/78 du 25 octobre 2012 complétant et modifiant l'arrêté DDCS/SI/2012-01 du 17/02/2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;

VU le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L 471-2, L 471-3, L 474-1 et L 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) du département de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-08 du 27 mars 2012 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des MJPM du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-33 du 2 juillet 2012 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des MJPM du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-77 du 25 octobre 2012 portant agrément de Madame MORLOT Catherine pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'article 2 de l'arrêté susvisé du 17/02/2012, est complétée comme suit :

- 1° Tribunal d'instance de NANCY

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme MORLOT Catherine domiciliée - BP 61094 - 54523 LAXOU CEDEX

Sont modifiées les adresses des personnes suivantes :

- M. BERNIER Henry - 26 rue Lamartine - BP 20112 - 54304 LUNEVILLE CEDEX

- M. DELIEGE Fabrice - 26 rue Lamartine - BP 20112 - 54304 LUNEVILLE CEDEX

- M. TRAINA Antoine - 26 rue Lamartine - BP 20112 - 54304 LUNEVILLE CEDEX

3) personnes physiques préposés d'établissement et services préposés d'établissement :

Est supprimée de la liste la personne suivante :

- Mme BERNARDIN, divorcée LAHAYE Evelyne - CHU NANCY - Hôpital Saint Julien - 1, rue Foller - NANCY - Hôpital Stanislas - NANCY

- 2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme MORLOT Catherine domiciliée - BP 61094 - 54523 LAXOU CEDEX

Sont modifiées les adresses des personnes suivantes :

- M. BERNIER Henry - 26 rue Lamartine - BP 20112 - 54304 LUNEVILLE CEDEX

- M. DELIEGE Fabrice - 26 rue Lamartine - BP 20112 - 54304 LUNEVILLE CEDEX

- M. TRAINA Antoine - 26 rue Lamartine - BP 20112 - 54304 LUNEVILLE CEDEX

- 3° Tribunal d'instance de BRIEY

Est modifiée l'adresse de la personne suivante :

- M. BALTZ Livier - BP 23 - 54801 JARNY CEDEX

Le reste sans changement.

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de Nancy et de Briey;

- aux juges des tutelles des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et Briey ;

- aux juges des enfants des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre des affaires sociales et de la santé, dans les deux mois suivant sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Nancy - 5 place Carrière - CO 38 - 54038 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 25 octobre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté DDCS n° 79 du 29 octobre 2012 portant renouvellement de la composition nominative des membres de la commission de médiation

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L 441-2-3 et R 441-13 à 18 ;

VU la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;

VU le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;

VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU le décret n° 2007-1677 du 28 novembre 2007 relatif à l'attribution des logements locatifs sociaux, au droit au logement opposable et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

APRES CONSULTATION des collectivités, organismes et associations concernés :

ARRETE

Article 1er : Est désigné pour présider la commission de médiation en tant que personnalité qualifiée, et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, la personne ci-dessous nommée :

- Monsieur Yves GRY, professeur de droit public

Article 2 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants de l'Etat, les membres titulaires et leurs suppléants, ci-dessous nommés :

Représentants de la Direction Départementale des Territoires :

- Titulaire : Isabelle ROUYER-VANNIER, adjointe au chef de service de l'Habitat
- Suppléante : Séverine MILLOT-EMBARECK, chargée de projets habitat indigne et politiques publiques habitat privé

Représentants de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale :

- Titulaires : Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale
Pierre-Yves BOIFFIN, directeur-adjoint
- Suppléantes : Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, chef du service Solidarité Insertion
Nathalie MECHIN, conseillère technique de service social

Article 3 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants du Département, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

- Titulaire : Madame Dominique OLIVIER, vice-présidente du Conseil Général, déléguée au logement
- Suppléant : Monsieur Jean-Pierre DUBOIS-POT, responsable de la mission Habitat-logement

Article 4 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des communes, les membres titulaires et suppléants, ci-dessous nommés :

- Titulaires : Monsieur Jean-Marie SCHLERET, conseiller municipal de Nancy
Madame Marie-Thérèse MATTERA, conseillère municipale de Vandœuvre-lès-Nancy
- Suppléants : Monsieur Guy VATTIER, maire de Briey
Madame Lucette LALEVEE, adjointe au maire de Toul

Article 5 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des organismes H.L.M., les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

- Titulaire : Madame Cécilia JAEGER-GRAPINET, directrice générale adjointe de Meurthe-et-Moselle HABITAT
- Suppléant : Monsieur Serge GLUMINSKI, responsable du Département Activités Locatives et Relations Clients de Batigère Nord-Est

Article 6 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des autres propriétaires bailleurs, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

- Titulaire : Monsieur Daniel JACQUOT, président de l'Union Nationale de la Propriété Immobilière (UNPI) de Meurthe-et-Moselle
- Suppléant : Monsieur Gilles BOCHU, président adjoint de la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM) de Meurthe-et-Moselle

Article 7 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des organismes chargés de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un établissement ou d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

- Titulaire : Monsieur Pascal HOULNÉ, directeur général de l'Association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS) à Nancy
- Suppléant : Monsieur Gilles MELONI, directeur des services de l'Association Lorraine d'Aides aux Sans-abri (ALASA) à Nancy

Article 8 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des associations de locataires, affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale de concertation mentionnée à l'article 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1996, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

- Titulaire : Monsieur Daniel CILLA, président de la Confédération Générale du Logement (CGL) de Meurthe-et-Moselle
- Suppléante : Madame Anne-Marie TAINGLAND, responsable Habitat de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) de Meurthe-et-Moselle

Article 9 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des associations agréées dans le département dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées, les membres titulaires et suppléants, ci-dessous nommés :

- Titulaires : Monsieur Guy SÉVERIN, président de l'association Droit au Logement (DAL)
Monsieur Constant TSIAIRAS, directeur du Centre d'Amélioration du Logement (CAL) de Meurthe-et-Moselle
- Suppléants : Monsieur Jean-Paul LACRESSE, président de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) de Meurthe-et-Moselle
Monsieur Franck BATTIATA, directeur de l'Association HANDI 54 de Meurthe-et-Moselle

Article 10 : Les membres titulaires et suppléants de la commission, sont nommés pour une durée de 3 ans.

Article 11 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 octobre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

